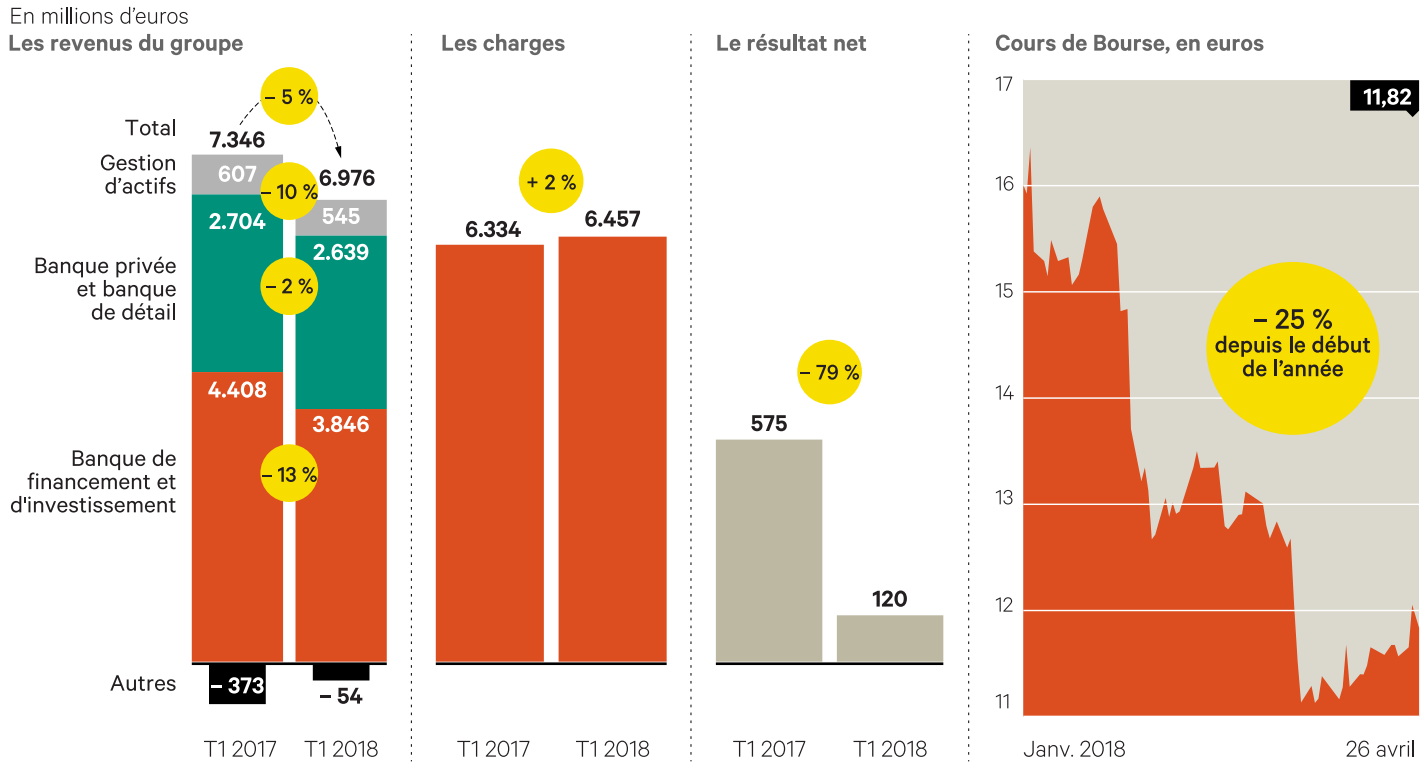


Deutsche Bank renonce à ses ambitions à Wall Street

- La banque allemande, en difficultés, annonce un retour stratégique sur le Vieux Continent.
- Elle revoit ses ambitions à la baisse dans la banque d'investissement, son ex-division phare.

Les chiffres clefs de Deutsche Bank au premier trimestre



« LES ÉCHOS » / SOURCES : BLOOMBERG, SOCIÉTÉ

BANQUE

Pauline Houédé
@Pauline_H
— Correspondante à Berlin

C'est un vrai tournant qu'amorce Deutsche Bank : en plein doute, la première banque allemande, ex-championne de Wall Street, abandonne en grande partie ses ambitions anglo-saxonnes. Elle décide d'opérer un retour stratégique sur le Vieux Continent pour tenter de refermer pour de bon le chapitre de la crise financière.

Moins de trois semaines après sa nomination à la tête de l'établissement, Christian Sewing a annoncé jeudi une réduction des activités dans la banque d'investissement. Une refonte attendue alors que cette division, autrefois moteur des recettes du groupe francfortois, est devenue un coûteux casse-tête. Le département a du mal à gagner de

l'argent et se fait distancer par ses concurrentes anglo-saxonnes Goldman Sachs ou JP Morgan. Deutsche Bank veut remettre le cap vers sa banque de détail et commerciale ainsi que la gestion d'actifs, des secteurs jugés plus stables : l'ensemble doit représenter environ 50 % de ses revenus d'ici à 2021.

Racines européennes

Dans la banque d'investissement, le géant bancaire blessé veut se concentrer sur les segments où il est en position forte – comme la gestion internationale des paiements ou le négoce des devises – et réduire la voilure aux Etats-Unis et en Asie pour se concentrer sur ses clients européens. « Nos racines sont en Europe où nous voulons offrir des solutions de financement globales aux entreprises et aux clients institutionnels », a commenté Christian Sewing, qui évoque des suppressions d'emplois « dans les domaines d'activités et les régions concernés » par ces coupes. Selon

l'agence Reuters, citant une source anonyme, la banque a licencié 300 banquiers d'affaires aux Etats-Unis dans la seule journée de mercredi, et une centaine de postes supplémentaires seront encore supprimés cette semaine. La banque réduit également ses activités dans les opérations sur les taux aux Etats-Unis, dans le négoce d'actions et ses services aux « hedge funds ». Deutsche Bank avait débarqué à Wall Street à la fin des années 1980 en rachetant des acteurs anglo-saxons. C'est à cette division que le groupe doit ses nombreux déboires judiciaires qui ont terni sa réputation et plombé ses finances, à l'image de l'amende de 7,2 milliards de dollars versée aux Etats-Unis pour mettre un terme aux poursuites dans le dossier des « subprimes ». Parallèlement, Christian Sewing a promis jeudi une « culture de coûts intransigeante ». Le groupe, qui n'a pas réussi à respecter son objectif en la matière l'année dernière, réitère son engagement de ne pas dépasser en 2018 le

seuil des 23 milliards d'euros. Et il entend y parvenir en simplifiant sa gouvernance ou encore en réduisant les dépenses allouées aux prestataires de services externes.

Du côté des résultats, le groupe essuie un recul de son bénéfice net de 79 % au premier trimestre, à 120 millions d'euros, contre environ 300 millions d'euros prévus par les analystes. Un début d'année difficile dont le directeur financier James von Moltke avait déjà fait état en mars, ruinant les espoirs des actionnaires et investisseurs de voir le groupe se redresser en début d'année après trois années dans le rouge. La nouvelle avait contribué à précipiter le départ du Britannique John Cryan qui s'employait depuis l'été 2015 à redresser la banque. Le titre, qui a reculé de près de 30 % depuis le début de l'année, restait stable à Francfort jeudi, en fin de matinée.

 Lire « Crible »
Page 38

Un retour aux origines délicat pour la première banque allemande

Le nouveau patron de Deutsche Bank veut revenir aux origines en mettant la banque au service des clients industriels allemands et européens.

Thibaut Madelin
@ThibautMadelin
— Correspondant à Berlin

Dans le secteur énergétique, c'est le deal de l'année : un échange d'actifs évalué à plus de 40 milliards d'euros entre E.ON et RWE avec sa filiale Innogy. Le genre d'opérations qu'une banque d'investissement ne veut pas rater. Pour des raisons de prestige, certes, et aussi pour les commissions généreuses à la clef.

Mais lorsque les deux groupes annoncent leur accord, le 11 mars, pas une banque allemande ne figure dans les équipes. Le français BNP Paribas et l'américain Perella Weinberg conseillent le géant E.ON. Les américains Citigroup et Bank of America Merrill Lynch conseillent RWE, qui s'assure par ailleurs les services de Rothschild pour les con-

ditions (« fairness opinion »). Deutsche Bank, l'ancien maître tout-puissant de la Deutschland AG, n'est pas au rendez-vous. Manque de chance, il conseillait l'italien Enel, qui tentait lui aussi de mettre la main sur la filiale de RWE...

Malchance ou pas, l'absence de Deutsche Bank sur une opération qu'il aurait en d'autres temps pilotée est symptomatique de la perte de crédibilité de la première banque allemande auprès de ses clients traditionnels. Certes, Deutsche Bank a accompagné l'introduction en Bourse de Healthineers, la filiale médicale de Siemens, mais le groupe n'est plus incontournable en Allemagne. Son nouveau patron, Christian Sewing, est décidé à renouer avec la tradition. « Nous allons ranimer les compétences sur lesquelles cette société a été fondée il y a plus de 150 ans », a déclaré jeudi celui qui a succédé il y a trois semaines au Britannique John Cryan. Sa priorité, refaire de l'établissement une « banque pour l'Allemagne » au service des particuliers et un acteur clef pour le financement d'indus-

triels allemands et européens. Bref, revenir à la mission que s'était fixée son fondateur en 1870. Est-il encore temps ? Après avoir tout misé sur la banque d'investissement aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, quitte à laisser sa chemise dans des paris hasardeux et se ruiner pour payer des bonus record, Deutsche Bank a passablement abîmé sa marque. Surtout, occupée ces dernières années à purger ses litiges, elle n'a pas ou peu profité de la croissance incroyable que l'Allemagne, moteur économique de l'Europe, connaît depuis neuf ans de suite.

Message brouillé

En choisissant Christian Sewing, qui a débuté sa carrière chez Deutsche Bank comme apprenti dans une agence locale, le président du conseil de surveillance, Paul Achleitner, a voulu adresser un message à l'opinion publique, aux politiciens et régulateurs allemands, avec lesquels Anshu Jain – l'ex-patron venu de la banque d'investissement – avait une relation complexe. Allemand issu de la

banque de détail, l'identité même du nouveau patron est une promesse. Mais l'Autrichien Paul Achleitner, ancien membre chef de Goldman Sachs Allemagne, a brouillé le message en recomposant le conseil de surveillance à son image. Les trois nouveaux membres, à commencer par l'ancien patron de Merrill Lynch John Thain, ont un profil financier anglo-saxon. Ils remplacent le patron d'E.ON Johannes Teyssen et l'ex-dirigeant de SAP Henning Kagermann. Désormais, plus un industriel allemand ne siège au conseil.

« La place financière allemande est importante, déclarait mi-avril le nouveau ministre des Finances Olaf Scholz lors d'une conférence de la Fédération des banques privées (BdB). J'aimerais bien que, étant donné notre PIB et les possibilités de notre économie, le système bancaire allemand soit perçu à l'international comme l'Allemagne l'est dans son ensemble. » Avant d'ajouter : « C'est votre travail. » Devant lui, tout sourire, Christian Sewing, à peine nommé... ■

Revolut lève 250 millions d'euros pour passer à l'échelle mondiale

BANQUE

La néobanque britannique Revolut vise la conquête de 100 millions de clients d'ici à cinq ans.

Les autres néobanques accélèrent aussi la cadence.

Sharon Wajsbrot
@Sharonwaj

Le temps de l'accélération pour les néobanques est venu. Jeudi, le chef de file britannique de la banque sur smartphone Revolut a annoncé une levée de fonds de 250 millions de dollars (205 millions d'euros) menée par le fonds russe DST Global. C'est la troisième levée de fonds de la start-up qui est aujourd'hui valorisée 1,7 milliard de dollars. Créée il y a trois ans par Nikolay Storonsky et Vlad Yatsenko, celle-ci s'est donnée pour mission de secouer la banque traditionnelle.

Avec cette nouvelle levée de fonds, Revolut veut véritablement passer à l'échelle globale, et cela en un temps record. « Nous voulons lancer prochainement nos services aux Etats-Unis, au Canada, à Singapour, à Honk Kong et en Australie », indique Benjamin Belais, qui dirige les opérations de Revolut en France. D'ici à cinq ans, la société ne vise pas moins de 100 millions d'utilisateurs ! A titre de comparaison, BNP Paribas revendique 18 millions de clients en France, en Belgique, au Luxembourg et en Italie... « Nous avons convaincu quasiment 2 millions de clients en trois

ans, c'est l'équivalent du nombre de clients qu'Orange Bank vise à 10 ans, nous avons une croissance plus rapide que nos concurrents », justifie Benjamin Belais.

Les autres néobanques accélèrent aussi la cadence. Comme ces acteurs prélèvent moins de frais à leurs clients que les banques traditionnelles, leur passage à l'échelle est indispensable pour pérenniser leur modèle économique.

N26 lève 160 millions de dollars

Fin mars, le pionnier allemand de la néobanque N26 a levé 160 millions de dollars auprès du chinois Tencent et de l'assureur Allianz, également en série C. L'opération visait aussi le soutien du développement international de N26, qui vise les marchés britanniques et américains pour atteindre 5 millions de clients d'ici à fin 2020. Le britannique Atom suit le même chemin : début mars, la start-up a levé 149 millions de livres notamment auprès de la banque espagnole BBVA, son premier actionnaire depuis 2015.

Pour ces néobanques, il s'agit de financer leurs ambitions de croissance, mais aussi de se conformer aux exigences des régulateurs : pour pouvoir proposer du crédit, certaines d'entre elles se sont lancées dans la demande d'agrément bancaire en bonne et due forme et doivent donc accumuler du capital. « Nous avons déjà des fonds propres de côté pour obtenir un agrément en Europe, mais pour grandir dans les autres géographies et nous conformer aux demandes des régulateurs locaux, nous devons les renforcer », confirme Benjamin Belais chez Revolut. ■

AVIS FINANCIERS

Actionnaires de JCDecaux SA

Votre Assemblée Générale Mixte se tiendra

le jeudi 17 mai 2018 à 14 heures

(les portes seront ouvertes à 13 heures et fermées à 14 heures 30)

à l'Étoile Business Center - 21-25, rue Balzac - 75008 Paris

Relations Actionnaires : 01 30 79 79 93
www.jcdecaux.com

JCDecaux

Les actionnaires pourront se procurer les documents préparatoires dans les délais légaux sur demande adressée à BNP Paribas Securities Services, Les Grands Moulins de Pantin, CTS Emetteurs, Service Assemblées, 9 rue du Débarcadère - 93761 PANTIN CEDEX

Unibail-Rodamco SE

Société Européenne à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital social de 499 526 660 €
Siège Social : 7, place du chancelier Adenauer, 75016 PARIS
682 024 096 RCS PARIS

**Assemblée Générale Mixte
le jeudi 17 mai 2018**

Les actionnaires de la société UNIBAIL-RODAMCO SE sont avisés que l'Assemblée Générale Mixte se tiendra le 17 mai 2018 à 9 heures 30 à l'Hôtel Salomon de Rothschild - Le Grand Salon - 11 rue Berryer - 75008 Paris.

Les documents relatifs à l'Assemblée Générale Mixte, y compris les projets de résolutions proposées aux votes des actionnaires, sont disponibles sur le site internet de la société www.unibail-rodamco.com et au siège de la société 7, place du chancelier Adenauer, 75016 PARIS.